Tribune ➜ « Les céréaliers doivent faire valoir de manière distincte et démonstrative quel est leur contexte économique » expose Philippe Pinta.

Nous faire entendre

par Philippe Pinta, président d'Orama, président de l'AGPB

Ce n'est qu'en décembre que les Comptes de l'agriculture pour 2009 seront publiés par le ministère, mais il est d'ores et déjà évident que le revenu en grandes cultures s'affichera en dégringolade.

Il y aurait beaucoup de commentaires, aussi légitimes les uns que les autres, à faire à ce sujet. Par exemple sur le pronostic de prix durablement élevés dont usait et abusait le précédent ministre de l'Agriculture, plus encore sur l'extrême péril dont seront menacées nos exploitations en 2010, compte-tenu de la quasi-suppression de l'intervention céréalière et de l'amputation des paiements directs à contexte inchangé de prix et des charges. Mais chaque producteur sait sur tout cela à quoi s'en tenir.

Ce qui importe le plus maintenant, c'est en fait d'agir pour alerter et pour nous faire entendre. Les responsables politiques sont aujourd'hui sensibilisés à l'évolution de la situation de nos collègues d'autres grands secteurs de production. Chaque jour, leur attention à cette situation est entretenue par les médias. En ce qui concerne les grandes cultures en revanche, il n'est question que du haut niveau des récoltes, résultat le plus souvent interprété au dehors de notre milieu céréalier comme favorable à nos finances.

Réussir

« Nous devons manifester de manière organisée dans nos régions notre grande inquiétude ».

Il est inconcevable d'en rester là ! Au moment où le syndicalisme à vocation générale demande une Conférence sur le revenu, il faut faire valoir exprimer de manière distincte et démonstrative quel est notre contexte économique.

C'est également essentiel pour mieux montrer aux Pouvoirs Publics dans quelle terrible impasse risque de nous mettre le Bilan de Santé « à la française » et pour obtenir que le débat soit réouvert sur ses conditions d'application à nos exploitations.

C'est indispensable aussi pour aider à faire comprendre qu'il y a plus avisé à faire, en terme de réglementation des pratiques culturales et d'utilisation des sols, que de prendre la massue et de nous imposer inconsidérément de nouvelles charges.

C'est nécessaire enfin pour que la future loi de modernisation agricole prenne véritablement en compte l'impératif de compétitivité qui est le nôtre.

Pour toutes ces raisons, ORAMA demande l'installation au plus vite du Comité de suivi du secteur des céréales et oléoprotéagineux promis par le Président de la République à la suite des actions syndicales menées en mars dans les grandes cultures. Pour qu'il soit fait droit à cette demande et, plus globalement, pour faire entendre les positions des grandes cultures dans les meilleurs délais, il est crucial que nous manifestions de manière organisée dans nos régions notre grande inquiétude, comme nous l'avons fait il y a quelques mois.